

ments nécessaires pour la défense de la place, et que je saurai remplir mon devoir dans quelque circonstance que ce soit.

« Votre compatriote et ami,

« RAMON TABERA. »

## CHAPITRE IX

SOMMAIRE : Porfirio Diaz ne veut pas emporter Mexico de vive force. — Exactions et misère croissante dans la ville. — Premiers avis de la chute de Queretaro. — Marquez les fait démentir. — Nouvelles preuves. — Dépêche de Maximilien demandant des défenseurs. — Départ de ceux-ci pour Queretaro. — Marquez n'en persiste pas moins à nier la captivité de l'empereur et à résister. — Tentative de sortie avortée. — La population aux abois. — Une dernière imposture. — Marquez enfin contraint de céder.

En dépit des journaux ministériels qui, pour reconforter l'esprit public, rappelaient sur tous les tons que « Mexico n'avait jamais été pris de vive force par aucune armée », la ville était à la discrétion des assiégeants. Il n'eût tenu qu'à eux de s'en emparer par une attaque combinée, à laquelle ni l'effectif ni l'état de la garnison ne permettaient de faire face. Aussi les habitants passèrent-ils les premiers jours de l'investissement dans une perplexité de toutes les heures. La perspective de l'entrée de l'ennemi à la suite d'un combat prenait

ici des proportions plus terribles que partout ailleurs, en raison des colères, des rancunes, des vengeances qui, chez les chefs comme chez les soldats, ne pouvaient manquer de se mêler aux emportements inséparables d'un assaut victorieux. On avait par bonheur affaire, dans le général Porfirio Diaz, à un homme qui s'était fait une loi de sacrifier l'impatience du succès au souci de ses conséquences. Il écarta la tentation d'emporter la capitale par un coup de main, en raison précisément des scènes qu'il prévoyait devoir suivre et des actes de sanglante rigueur que lui eût imposés, vis-à-vis des vaincus, un triomphe à main armée. Résolu, comme devant Puebla, à ne livrer l'assaut que le jour où il ne pourrait faire autrement, il ne se laissa ébranler par rien.

Cette généreuse fermeté ne fut ni sans difficulté ni sans mérite. A part le petit corps d'armée formé dans sa province d'Oajaca, qui guerroyait avec lui depuis deux ans et dont il était sûr en toute circonstance, le reste des forces massées sous ses ordres n'obéissait qu'à une discipline relative. Elles se composaient d'éléments hétérogènes, commandés par des chefs longtemps habitués à suivre leurs seules inspirations et à ne subir aucune autorité hiérarchique. Parmi ces personnalités remuantes et souvent jalouses, plus d'une ne subordonnait qu'à demi son goût d'aventures et ses instincts d'indépendance aux ordres du général investi du commandement régulier. Pour beaucoup

d'entre eux, Porfirio Diaz commandait en vertu de sa supériorité personnelle et de ses services bien plus qu'en vertu de son grade officiel. Dans un camp ainsi constitué, il était impossible que la tactique de temporisation qui retardait l'occupation de Mexico ne fît pas des mécontents et ne rencontrât pas des censeurs. L'opposition se manifesta sous toutes les formes : remontrances, murmures, menaces de défection, accusations plus ou moins ouvertes, plaintes portées jusqu'au président Juarez. Porfirio Diaz persista. Au plus fort des obsessions de son entourage, malgré l'irritation qu'éveillait chez lui-même l'aveugle obstination qui, longtemps après la chute de Queretaro et la captivité de l'empereur, tint fermées les portes de la capitale, il disait au consul des Etats-Unis venu à son quartier général : « Ces gens-là mériteraient tout ; mais je maintiens ma résolution : je n'attaquerai qu'à la dernière extrémité. Personne n'est maître de ce qui se passe dans une prise d'assaut. Je ne veux pas qu'on puisse dire en Europe que les soldats de Porfirio Diaz ont mis Mexico à feu et à sang. Si malheur arrive, que ce soit par la faute des autres. J'aurai fait tout ce qui dépendait de moi pour l'éviter. »

Ce fut un grand allègement pour la population que de voir au moins ajourner la catastrophe qu'elle avait redoutée comme imminente. Elle connaissait trop exactement les positions respectives pour ne pas comprendre que l'allure imprimée aux

opérations du siège, alors qu'il eût été si facile de le brusquer, venait d'une pensée de ménagement à son égard. Pas une seule démonstration résolument offensive ne se produisit, en effet, pendant les dix semaines qui s'écoulèrent jusqu'à la reddition de la ville. Une fusillade engagée tantôt à l'une des portes, tantôt à l'autre ; un feu d'artillerie intermittent, qui ne fut pas cependant sans occasionner d'assez sérieux ravages dans les faubourgs ; une alerte soudaine causée de temps en temps par un obus venant éclater sur la place du palais ou au milieu de quelqu'une des rues principales ; à cela se réduisirent les incidents militaires de ce long investissement, incidents plus féconds en émotions qu'en dangers. La garnison, de son côté, ne fit à peu près rien, soit pour se dégager, soit pour contrarier les travaux d'approche et le tir de l'ennemi. Sur trois tentatives de sortie, une seule eut le caractère d'un effort sérieux, celle par laquelle Marquez essaya de s'ouvrir un chemin dans la direction de Puebla quand il vit tout perdu. Elle fut repoussée comme les autres. Chacun des engagements livrés, d'ailleurs, eut pour résultat invariable de prouver avec quelle solidité et quelle vigilance les juaristes étaient établis sur toutes les avenues aboutissant à la capitale.

C'est à l'intérieur de la ville qu'il faut aller chercher l'histoire de ce siège, si monotone à ne le regarder que du dehors.

Il restait, je l'ai dit, fort peu de chose à faire

pour affamer complètement la place, quand acheva de se refermer sur elle le cercle dans lequel l'ennemi la tenait captive depuis le lendemain même du départ des troupes françaises. Sauf quelques menues denrées, apportées au jour le jour en quantité minime par les Indiens des environs, lorsque l'éloignement momentané des détachements républicains leur en laissait la liberté, rien n'avait été reçu durant les deux mois qui venaient de s'écouler. On avait vécu sur les approvisionnements existants et ceux-ci avaient baissé d'autant plus vite que le blocus, auquel personne n'était préparé, avait brusquement interrompu la saison des arrivages annuels. Quand, le 14 avril, les dernières communications furent coupées, la disette avait commencé pour tout le monde et la famine pour la population pauvre. L'autorité militaire eut recours aux moyens empiriques que ramène avec elle toute crise de ce genre, malgré les enseignements vingt fois réitérés de l'expérience : tarif maximum, pénalités contre les accapareurs, réglementation du débit, saisie des réserves pour être emmagasinées, aménagées et vendues sous le contrôle officiel. Le résultat fut ce qu'il a toujours été en pareil cas. Plus le gouvernement s'en mêla, plus le mal s'aggrava par la disparition du peu qui restait sur le marché. Au bout de quelques jours, l'argent ne suffisait plus pour se procurer les choses les plus essentielles : il fallait vaincre la défiance des détenteurs qui, dans la crainte de voir confisquer

leurs marchandises, recevaient l'acheteur inconnu comme un dénonciateur déguisé.

La misère se compliqua rapidement de nouvelles exactions fiscales. Les loyers, à Mexico, se fractionnent par mois; on exigea simultanément que chaque propriétaire versât au trésor l'équivalent d'un mois et chaque locataire l'équivalent d'un demi-mois du montant de leurs conventions locatives. Cette première contribution, qui représentait sous sa double forme un impôt de 12 1/2 pour 100 sur toutes les locations, fut suivie de près par une seconde taxe ayant la même base: les commerçants et industriels furent astreints à une redevance de 50 pour 100 du taux de leurs loyers; toutes les autres professions à une redevance de 40 pour 100. Vint enfin une contribution *quotidienne* établie d'après un tarif proportionnel qui, pour certaines maisons opulentes, s'élevait jusqu'à 3,000 francs par jour, variait de 600 à 250 francs pour les grands magasins et ne descendait guère au-dessous de 25 francs pour le plus modeste des boutiquiers. Dans l'état des affaires, cette exaction dépassait de beaucoup la recette brute de la journée<sup>1</sup>.

1. Il y avait, en outre, les expédients d'urgence auxquels on avait recours par voie d'exécution instantanée, lorsqu'il fallait se procurer de l'argent sur l'heure et à tout prix. Rien de plus sommaire. Les agents du fisc se présentaient dans quelque riche maison, comme les Barron ou les Beistegui, et extorquaient tantôt 50,000, tantôt 500,000 francs, suivant la circonstance. Ou bien ils faisaient une descente dans les

Le commerce n'avait qu'un parti à prendre; il ferma ses portes d'un accord unanime. Le corps diplomatique intervint encore une fois, au nom des négociants étrangers que l'impôt quotidien atteignait d'une façon particulièrement onéreuse. Pour unique réponse, on lui donna à entendre qu'il pactisait avec les récalcitrants et encourageait leur résistance. Il fut sur le point de demander collectivement ses passeports, mais renonça à cette idée par suite du refus du ministre d'Espagne de s'y associer, et se contenta de notifier au ministère que les représentants des puissances européennes suspendaient tous rapports avec lui. Au fond, cela devait être assez indifférent à un gouvernement qui ne reconnaissait plus d'autre loi que son bon plaisir. Il s'émut cependant plus qu'on ne l'aurait supposé. La notification des diplomates fut discutée en conseil et l'on agita la proposition de les arrêter tous, comme coupables d'exciter leurs nationaux à la rébellion contre les autorités du pays. Peut-être l'eût-on fait, dans le but de frapper l'imagination publique, sans l'attitude résolue du consul des Etats-Unis, M. Otterbourg, qui, nonobstant sa position purement officielle, avait pris à tâche de faire du prestige de son pays une égide à toutes les nationalités étran-

maisons de jeu, dont le gouvernement avait autorisé la réouverture, et « réquisitionnaient » l'argent répandu sur les tables, en laissant d'ailleurs les joueurs libres de reprendre la partie sur nouveaux enjeux.

gères. Il déclara que le moindre acte de violence envers un membre du corps diplomatique serait envisagé comme une violation du droit des gens, à Washington aussi bien qu'en Europe, et mettrait hors la loi internationale les hommes qui s'en seraient rendus coupables. On en resta donc à la rupture des relations officielles.

L'accord, d'autre part, avait cessé de régner entre Marquez et Vidaurri. Ce dernier, à côté d'une énergie indomptée, parfois sauvage, possédait un grand fonds de droiture. La situation ne lui apparaissait plus sous le même jour que lorsqu'il était revenu de Queretaro et il lui semblait que sa place était auprès de l'empereur. Il avait en conséquence voulu repartir; Marquez s'y était opposé. On racontait une altercation entre eux qui avait failli aboutir à une provocation personnelle. Un incident envenima le démêlé. Mécontent du produit des impôts, dont le recouvrement était confié au général O'Horan, Vidaurri signifia à celui-ci qu'il eût à lui rendre ses comptes, en ajoutant qu'il se chargerait désormais lui-même de la perception. O'Horan, blessé du procédé et de la suspicion peut-être fondée que cette détermination laissait entrevoir, en appela à Marquez. Il s'ensuivit une nouvelle scène plus violente encore que la première, au cours de laquelle le mot d'arrestation fut prononcé par le lieutenant de l'empire. Vidaurri donna sa démission et, sur le conseil de ses amis, jugea prudent de se dérober aux ran-

cunes de son ci-devant collègue. Bien lui en prit. L'ordre de mettre la main sur lui était en effet donné. A son défaut, on voulut arrêter le général Quiroga, son compagnon ou pour mieux dire son frère d'armes, auquel le liaient vingt années de combats et de vie en commun; mais Quiroga avait autour de lui un escadron de ses cavaliers du Nord, qu'il avait amenés en venant se rallier à l'empire; il déclara ironiquement qu'on pouvait venir le chercher au milieu d'eux, ce qu'on se donna bien garde de faire. Lui-même, à son tour, se montra fort tenté d'en finir avec la dictature de Marquez. Ce fut, dit-on, Vidaurri qui, du fond de sa retraite, le dissuada d'un projet dont la réalisation eût pourtant prévenu encore bien des malheurs.

Un long mois s'était ainsi écoulé. Malgré les promesses renouvelées tous les soirs par la presse officielle et officieuse, malgré les bulletins triomphants qu'elle enregistrait chaque fois qu'on entendait la fusillade, l'unique changement perceptible dans la situation était le resserrement progressif des lignes de l'assiégeant et la rareté croissante des vivres. De Queretaro, point de nouvelles certaines depuis bien longtemps. Le 13 mai, on entend des acclamations enthousiastes retentir tout le long des avant-postes ennemis; les cloches de Tacubaya et des localités environnantes sonnent à toute volée; le bruit des pétards et des salves d'artillerie se mêle à ces manifestations de réjouissance. Que se passe-t-il donc ou que s'est-il

passé? Le bruit pénètre en ville que les juaristes célèbrent la prise de Queretaro, à la suite de laquelle l'empereur a été fait prisonnier avec ses troupes. Bientôt des grenades, lancées par les batteries assiégeantes, viennent éclater au milieu des rues et sèment avec leurs débris des bulletins imprimés dans le camp de Porfirio Diaz. Ces bulletins reproduisent une dépêche officielle datée de San Juan del Rio et ainsi conçue :

« *Au général Diaz.* »

« La place de Queretaro est tombée en notre pouvoir ce matin à six heures. Je vous donnerai des détails. Maximilien, les troupes qu'il avait dans la place, leurs chefs, les armes, les munitions l'artillerie, tout est tombé en notre pouvoir. On s'est rendu à discrétion.

« ALCERRECA. »

Un autre télégramme ne tarde pas à circuler ; la forme et les termes en sont encore plus explicites ; il porte en lui-même le cachet de son authenticité ; c'est l'annonce de la victoire, telle qu'elle a été expédiée par le général Escobedo au président Juarez :

« Camp devant Queretaro, 15 mai 1867.

« *Au citoyen ministre de la guerre  
à San Luis Potosi.* »

« Ce matin, à trois heures, la position de la Cruz a été enlevée par nos forces, qui ont surpris l'ennemi sur ce point. Peu après, la garnison a été faite prisonnière et la place occupée par nos troupes, tandis que l'ennemi, avec une partie de son effectif, se retirait en grand désordre vers la hauteur de las Campanas, sous le feu efficace de notre artillerie. Enfin, vers huit heures du matin, Maximilien s'est rendu à discrétion, avec ses généraux Castillo et Mejia, sur la hauteur susdite.

« Veuillez présenter au citoyen président mes félicitations, pour cet important triomphe des armes nationales.

« MARIANO ESCOBEDO. »

On n'invente pas une pareille nouvelle de toutes pièces. Le caractère et les actes du général Diaz excluent d'ailleurs jusqu'à la supposition d'une monstrueuse supercherie dans laquelle il aurait consenti à tremper. L'événement est donc certain ; tout au moins est-il annoncé dans des conditions qui imposent au gouvernement de Mexico le devoir de s'enquérir de la vérité, d'éclairer le public, et, si le fait lui est confirmé, de prendre les résolutions qu'il comporte.

Pendant trois jours, le gouvernement et tous ses organes attitrés gardent un silence absolu; le reste de la presse est depuis longtemps sous un régime qui lui interdit de dire un seul mot des affaires militaires, en dehors de ce qu'auront publié les journaux officiels ou officieux. La population, plongée dans la stupeur et l'angoisse, discute à demi-voix les dépêches que des milliers de personnes ont lues, et se demande ce qu'il faut penser, ce qu'on lui prépare, où on la mène. Le 18 mai, enfin, la *Union* se décide à parler; voici ce qu'elle dit: « Il nous semble inutile de dire que la nouvelle est fautive. Tout ce qui touche à Queretaro est satisfaisant pour la cause de l'ordre. *On a des avis certains et indubitables que tout va bien de ce côté.* »

L'affirmation était si audacieusement formelle, qu'elle ébranla la croyance publique. Comment imaginer une pareille effronterie, malgré les preuves que Marquez et ses amis avaient précédemment données de leur sans-gêne en matière de vérité? Comment s'expliquer leur obstination à tenir la chute de Queretaro pour non-avenue, s'ils la savent vraie, et la continuation d'une résistance désormais sans but, comme elle est depuis longtemps sans espoir? Les plus convaincus et les mieux informés s'y perdaient eux-mêmes. On vécut ainsi dans une anxiété plus fiévreuse que jamais, jusqu'au 26 mai. Ce jour-là, un émissaire dévoué apporta à la famille du général Vicente

Riva Palacio une lettre de cet officier, qu'on savait à la tête d'une des divisions de l'armée de siège devant Queretaro. Cette lettre, adressée à sa femme, était ainsi conçue :

« Ixtapalapa, 26 mai 1867.

« Très-chère Joséphine,

« Je t'ai écrit deux fois depuis que je suis revenu de Queretaro; j'ignore quel aura été le sort de mes lettres.

« Je croyais te voir sous peu; mais je suis stupéfait de la mauvaise foi des hommes en qui Maximilien avait mis sa confiance. Lui-même m'a dit qu'en partant pour sa funeste expédition, il avait laissé entre les mains de Lacunza son abdication en due forme, avec engagement du dépositaire de la rendre publique le jour où Maximilien serait mort ou prisonnier. Eh bien! ils savent, à n'en pas douter, que l'archiduc est prisonnier; que, s'il vit, il le doit à la générosité des républicains, et ils s'obstinent à continuer la guerre sans drapeau. Qu'ils continuent, puisqu'ils le veulent; sur eux seuls retombera le sang qui sera versé.

« Adieu, nous nous verrons bientôt.

« VICENTE. »

De même que la signature du général Diaz, la signature du général Vicente Riva Palacio était à elle seule une attestation de sincérité. En lisant

ce qu'il écrivait, son père, M. Mariano Riva Palacio, qui allait devenir un des défenseurs de Maximilien devant le conseil de guerre, comprit qu'il avait un devoir à remplir. Si le gouvernement de Mexico était dans une illusion sincère au sujet de Queretaro, il fallait le détrôner ; dans le cas contraire, il fallait le mettre en face de l'évidence, l'obliger à la reconnaître et à agir en conséquence. M. Mariano Riva Palacio se rendit donc chez le ministre de l'intérieur, M. Iribarren, lui montra la lettre de son fils et insista, d'une part, sur le caractère désormais indubitable de la nouvelle qu'elle confirmait ; de l'autre, sur la nécessité de rendre publique l'abdication de l'empereur, si réellement elle existait aux mains de M. Lacunza. M. Iribarren suggéra qu'il était essentiel, avant tout, de voir ce dernier, et accompagna chez lui M. Mariano Riva Palacio. Là se passa une scène incroyable. M. Lacunza qui, certainement, savait d'avance et mieux que personne dans la ville à quoi s'en tenir, affecta de conserver des doutes, même en présence de la lettre qu'on lui mettait sous les yeux. Il avoua bien avoir entre les mains un acte d'abdication de l'empereur ; il consentit à en donner communication à ses visiteurs ; mais il alléguait qu'avant de le rendre public, sa conscience exigeait « quelque preuve plus évidente » de la captivité de Maximilien. Il y avait à ce moment douze jours que Queretaro avait succombé !

La conclusion de l'entretien fut que, pour donner satisfaction aux scrupules qui lui étaient opposés, M. Mariano Riva Palacio se rendrait au quartier général des assiégeants et demanderait les données positives dont avait besoin la conscience de M. Lacunza. Il alla, en effet, trouver, le surlendemain, le général Diaz, qui, en réponse à ses premiers mots, lui mit entre les mains le télégramme suivant, daté du 25 mai :

*« L'empereur Maximilien au baron Magnus, ministre de Prusse à Mexico. »*

« Ayez la bonté de venir me voir au plus vite, avec les avocats Mariano Riva Palacio et Rafael Martinez de la Torre, ou tel autre que vous jugerez apte à défendre ma cause. Mais je désire que ce soit de suite, car il n'y a pas de temps à perdre. N'oubliez pas les documents nécessaires. »

« MAXIMILIEN »

Depuis vingt-quatre heures tout au moins, ce télégramme, par lequel l'empereur demandait des avocats pour le défendre, devait être à la connaissance du gouvernement de Mexico, et le gouvernement n'avait pas averti le baron Magnus ! Et il continuait à nier la chute de Queretaro ! Et, enfin, il fallait la démarche fortuite de M. Mariano Riva Palacio pour que lui-même et le ministre de Prusse eussent connaissance de l'appel qui leur était adressé par le prince captif ! On eut bientôt, du